



LA RESPONSABILITÉ SOCIALE D'ENTREPRISE (RSE) DU GROUPE COFACE

—
30 JUIN 2017

SOMMAIRE

1

LA RSE CHEZ
COFACE

2

UN PORTEFEUILLE
D'INVESTISSEMENT
RESPONSABLE

3

UNE GOUVERNANCE
PROACTIVE

4

PERSPECTIVES

5

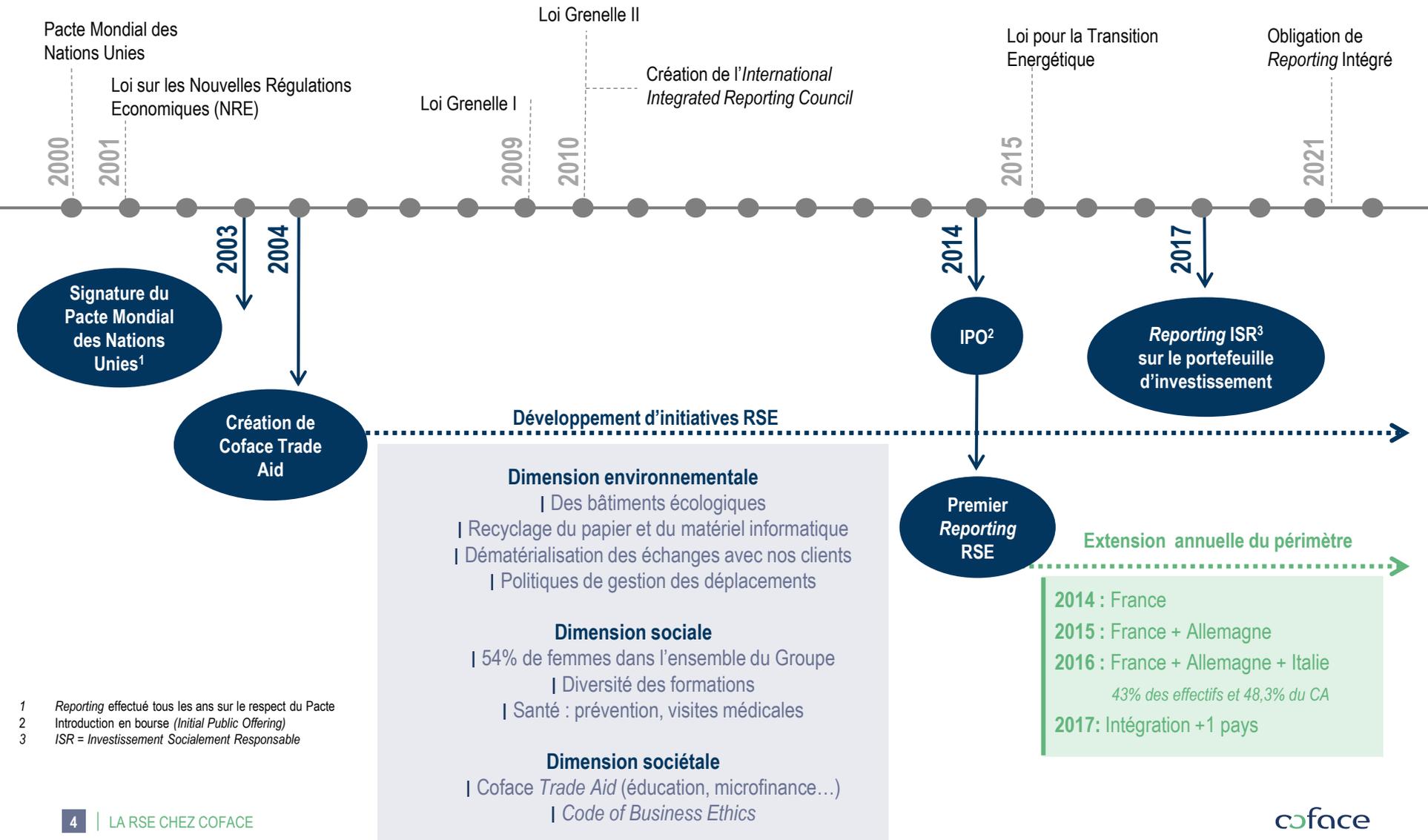
ANNEXES

LA RSE CHEZ COFACE

LA RSE CHEZ COFACE

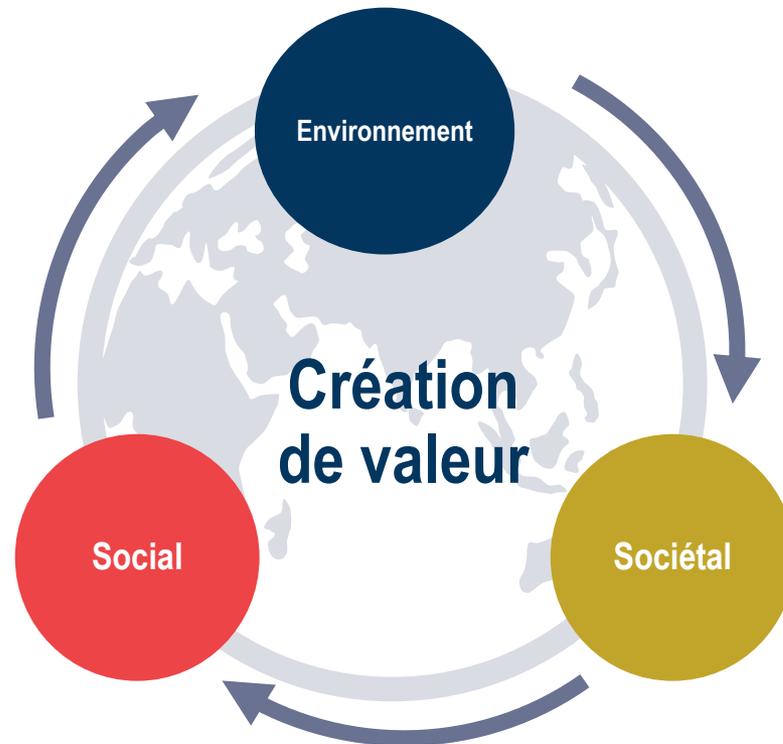
CHAPITRE 1

UNE STRATÉGIE EN CONSTANTE ÉVOLUTION



NOTRE DÉCLARATION D'INTENTION

- Suivre notre bilan énergétique
- *Reporting* trimestriel de l'empreinte carbone de notre portefeuille d'investissement



- Encourager la mobilité internationale des salariés
- Former nos collaborateurs

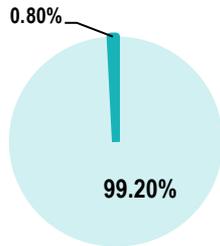
- Améliorer les conditions de sélection de nos fournisseurs
- Continuer nos actions de solidarité via *Coface Trade Aid*

PROMOTION DE LA DIVERSITÉ

Données sociales et sociétales*

France

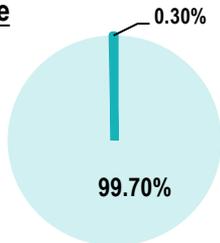
18,5%
managers
encadrants



56% de femmes
42% en postes de managers

Allemagne

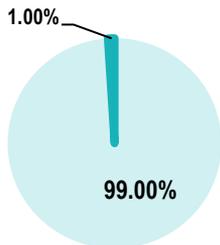
13,3%
managers
encadrants



52% de femmes
15% en postes de managers

Italie

23,6%
managers
encadrants



49% de femmes
34% en postes de managers

■ CDD
■ CDI

75 nationalités au sein du Groupe

16 241
heures de formation
431 356 € / >6h par salarié

Taux d'absentéisme
2,7% en France
6,5% en Allemagne
5,3% en Italie

30% d'employés
de moins de 40 ans
en France

32 165 €
via
Coface Trade Aid

Valorisation des talents

**Création du Prix
CEO Growth Awards**
Septembre 2016

**Initiative dans le Groupe
Women to Win**
Juin 2017

* Au 31 décembre 2016 le périmètre de reporting porte sur 48% du chiffre d'affaires et 43% des effectifs du Groupe (France, Allemagne, Italie) – Voir chapitre 6.1 du Document de Référence 2016 pour des informations complémentaires sur les référentiels et la méthodologie de reporting

UTILISATION DURABLE DES RESSOURCES ET ÉCONOMIE CIRCULAIRE

Données environnementales*



**Sièges français et
allemand certifiés HQE**
(Haute Qualité Environnementale)



**7 731 Mwh
d'énergie consommée**
Electricité 6 360 Mwh ; 521 Teq.Co₂
Gaz 1 371 Mwh ; 297 Teq.Co₂



3 047 Teq.CO₂
Avion + Train + Carburant



**65,8 tonnes
de papier consommé**
achat de papier certifié PEFC
ou labélisé FSC



-6,4 % vs 2015
à périmètre
constant



**28 587 m³
d'eau consommée**



-36 % vs 2015
à périmètre
constant

► L'activité du Groupe n'induit pas de pollution significative

- très peu d'impact direct sur l'air, l'eau et le sol
- ne provoque pas de nuisance sonore

► Dématérialisation des échanges avec les clients

- utilisation des outils en ligne : *CofaMove* (app.), *Dashboard*, *Cofanet*
- sécurisation des données



► Gestion de déchets et lutte contre le gaspillage alimentaire

- tri sélectif au niveau des pays
- programmes de recyclage de matériels obsolètes ou hors d'usage



* Au 31 décembre 2016 le périmètre de reporting porte sur 48% du chiffre d'affaires et 43% des effectifs du Groupe (France, Allemagne, Italie) – Voir chapitre 6.1 du Document de Référence 2016 pour des informations complémentaires sur les référentiels et la méthodologie de reporting

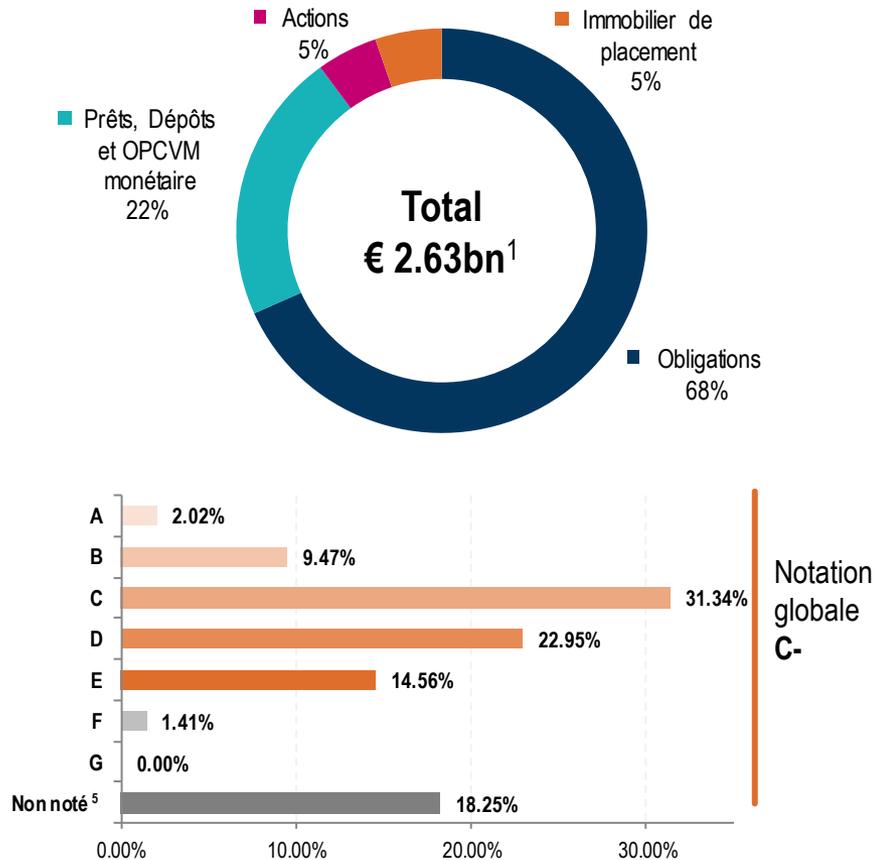
UN PORTEFEUILLE D'INVESTISSEMENT RESPONSABLE

CHAPITRE 2

L'ISR POUR MIEUX MAÎTRISER LES RISQUES

Une stratégie diversifiée et proactive

Répartition du portefeuille² et notation ESG³



Périmètre du reporting RSE

► Centralisation de la gestion des actifs et suivi par Amundi

- Amundi est signataire des PRI⁴ et est gérant de mandats ISR (Investissement Socialement Responsable)

► Le reporting RSE d'Amundi porte sur:

- le suivi de la consommation carbone du portefeuille (*reporting* trimestriel)
- le droit de vote (*reporting* annuel)
- le suivi de la note ESG³ du portefeuille (*reporting* trimestriel)

► 95% du portefeuille est suivi par Amundi et donc, peut être noté

► Notation globale : C-

- environnement C-
- social C
- gouvernance C-

1 Hors investissement en subsidiaires non consolidées | 2 Au 31 décembre 2016 | 3 ESG = Environnement, social et gouvernance | 4 PRI = Principles for Responsible Investment | 5 Le non noté correspond principalement aux fonds ouverts (hors fonds dédiés Colombes et Lausanne), Immobilier, Dettes hypothécaire et infrastructure

LES 3 PILIERS DE LA STRATÉGIE ISR

Facteurs Environnementaux, Sociaux et de Gouvernance



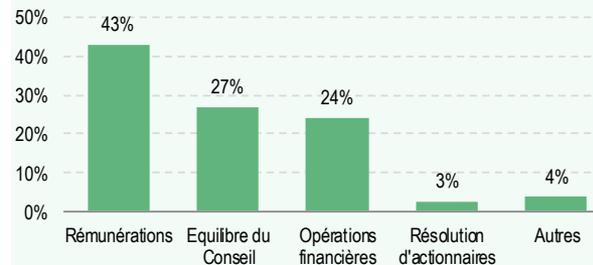
- ▶ **Objectif #1 : la gestion des risques**
 - préservation de la valeur des actifs à long terme
 - exclusion des entreprises controversées: listes de sanctions économiques et financières internationales (GAFI, embargo UE / US...), MAP¹ ou BASM¹
- ▶ **Objectif #2 : soutien de notre réputation**
 - 9 gérants sur 10 sont signataires des PRI²
 - dialogue entre Coface et ses gérants
- ▶ **81,7% du portefeuille suivi est noté**
- ▶ **Une note ESG est fournie chaque trimestre par Amundi**

Droit de vote et engagements



- ▶ **Suivi de la politique de droit de vote d'Amundi**
 - dialogue en amont avec Amundi, et puis, si nécessaire, dialogue actionnarial
 - participation aux assemblées générales
 - *reporting* annuel sur les votes
- ▶ **Suivi des politiques de droits de vote de tous les OPCVM actions**

Votes d'opposition sur les positions actions détenues en direct



Mesure de l'empreinte carbone

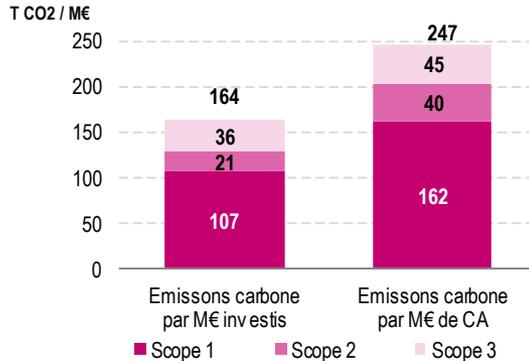


- ▶ **Surveiller le risque carbone**
- ▶ **Participer au développement durable**
- ▶ **Reporting trimestriel (via Amundi)**
 - présentation des émissions carbone et réserves carbone
 - contributions sectorielles et géographiques
 - analyse par millions € investis
 - analyse par millions € de CA
 - 3 niveaux de scope³

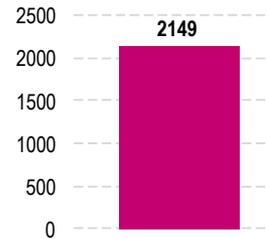
1 MAP = Mines antipersonnel ; BASM = bombes à sous-munitions | 2 PRI = Principes pour l'Investissement Responsable
3 Voir annexes pour la méthodologie

NOS ÉMISSIONS DE CARBONE: 5 INDICATEURS PRINCIPAUX

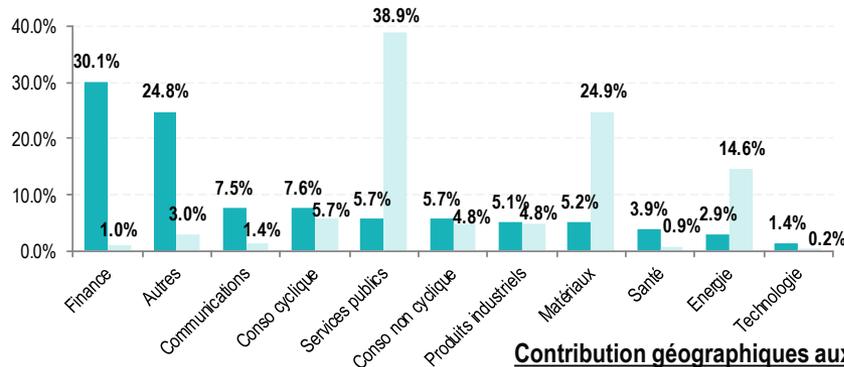
Emissions de carbone



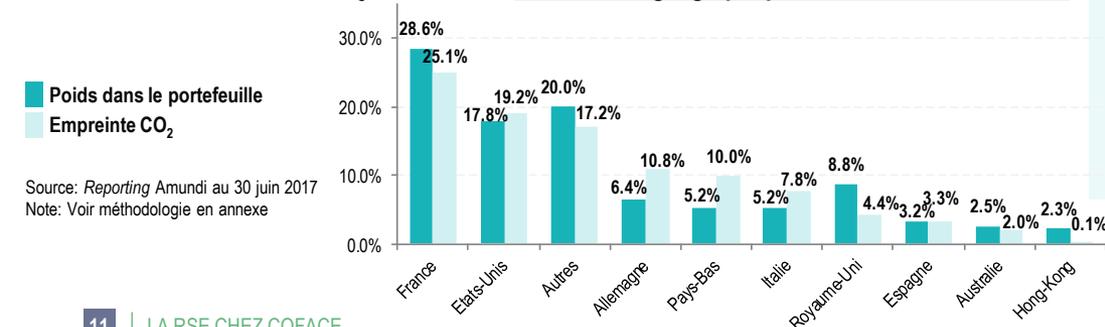
Réserves de carbone



Contribution sectorielle aux émissions carbonées



Contribution géographiques aux émissions carbonées



Source: Reporting Amundi au 30 juin 2017
Note: Voir méthodologie en annexe

► Les émetteurs notables représentent 52% de la plateforme

- l'encours des émetteurs notés représente 76.3% de l'encours des émetteurs notables

► 5 Indicateurs Principaux

1. Emissions carbone en TCo2 par M€ investis

2. Emissions carbone en TCo2 par M€ de CA

3. Réserves de carbone

- elles appartiennent aux secteurs des matériaux de base, de l'énergie et des services aux collectivités locales
- l'univers noté correspond à 1,48% de la plateforme

4. Répartition sectorielle des émissions carbone

- plus gros contributeurs : les services publics, les matériaux et l'énergie
- plus petits contributeurs : la finance, les communications, la santé et les technologies

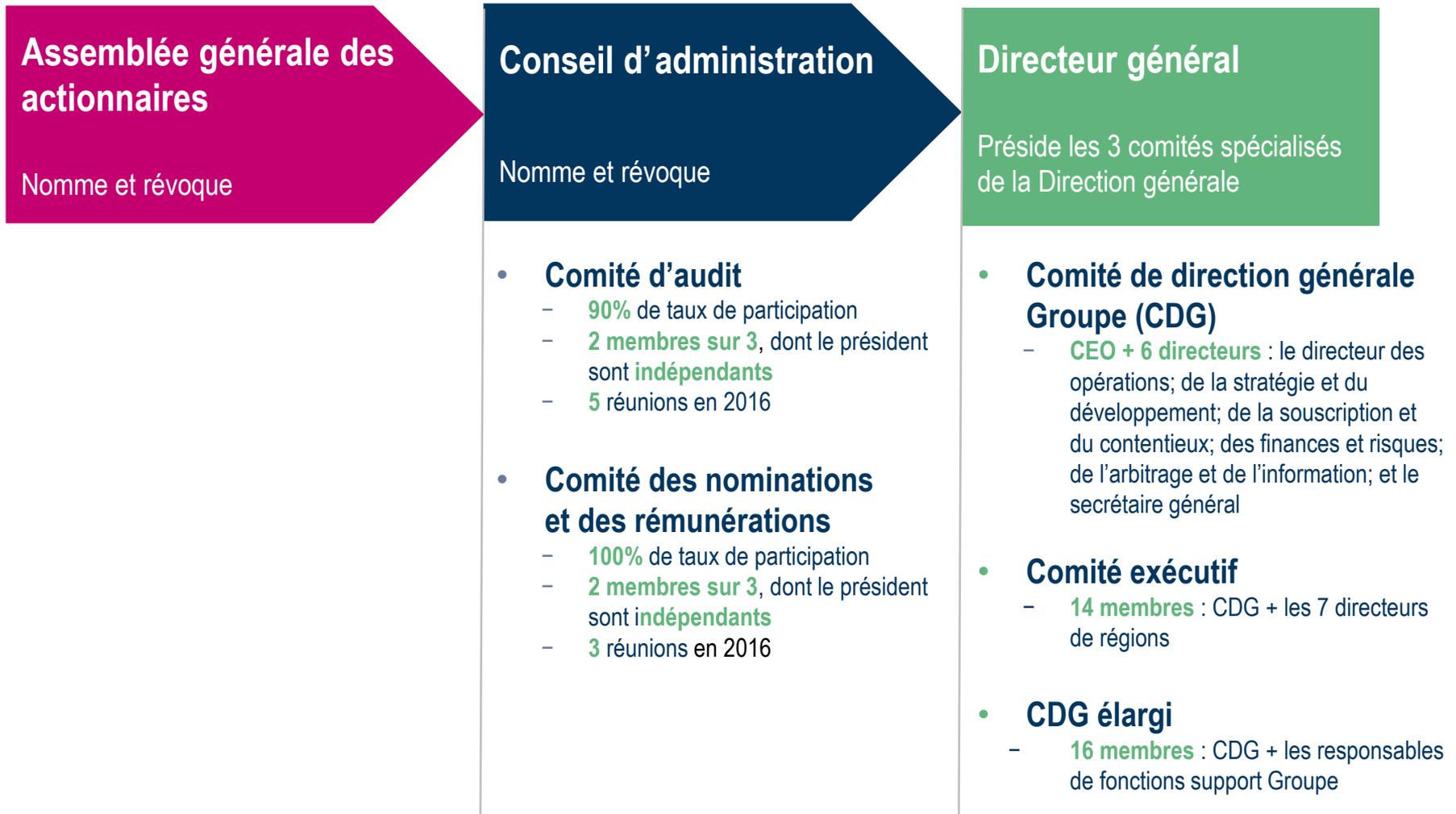
5. Répartition géographique des émissions carbone

- on retrouve les plus grosses exposition pays du Groupe

UNE GOUVERNANCE PROACTIVE

CHAPITRE 3

UNE GOUVERNANCE ANIMÉE PAR UNE VISION À LONG TERME



LE CODE AFEP-MEDEF COMME RÉFÉRENTIEL

Conseil d'administration

Composition et structure

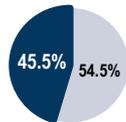
► 9 réunions en 2016

- taux d'assiduité moyen 74,6%
- jetons de présence : 400 000 €
- jetons de présence distribués : 241 000 €

► Président du conseil ≠ Directeur général

► Composé de 11 membres

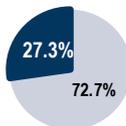
- **46%** sont des **femmes**



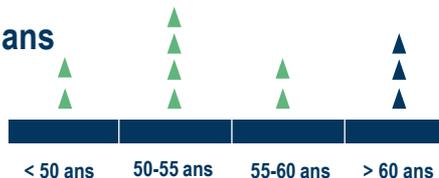
- **46%** sont **indépendants**



- **27%** sont **non français**



- **8 sur 11 ont moins de 60 ans**



* PCA = Président du Conseil d'administration

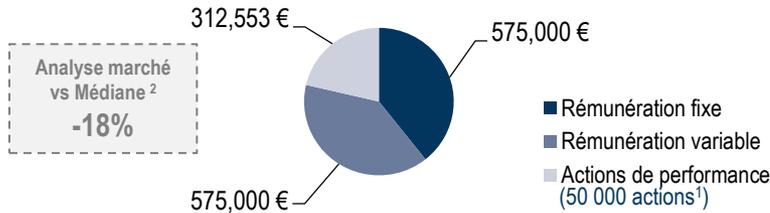
Activités en 2016

- Approbation du plan stratégique et pilotage de *Fit to Win*
- Cooptation de 3 administrateurs et renforcement du top management
- Mise à jour de la politique de rémunération
- Plan d'audit 2016 et pilotage de Solvabilité II
- Opérations financières: mise en place d'une ligne de capital contingent et transfert de l'activité de gestion des garanties publiques à Bpi
- Atelier de formation: *lean management*

UNE RÉMUNÉRATION LIÉE À LA PERFORMANCE

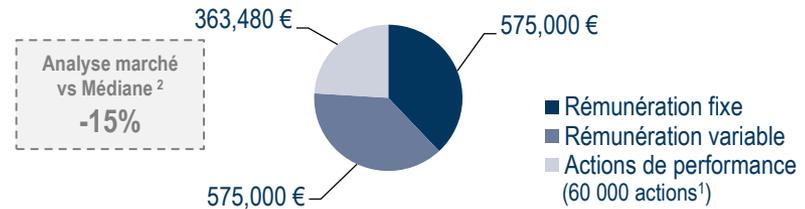
Rémunération du Directeur Général¹

Rémunération cible au titre de 2016



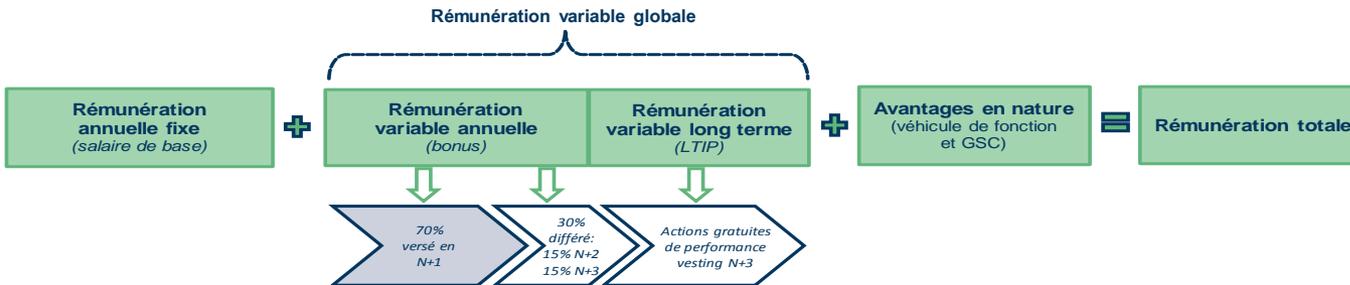
→ 1 463 553€ de rémunération globale cible
(montant réel 1 298 348€)

Rémunération cible future au titre de 2017



→ 1 513 480€ de rémunération globale cible

Schéma explicatif de la rémunération (pour 2016 et 2017)



Dispositif de malus : en cas de pertes observées préalablement aux dates de versement des différés (N+2, N+3) pour l'année de performance N, aucune versement ne sera réalisé

Détail du statut (pour 2016 et 2017)

- ▶ Absence de contrat de travail
- ▶ Absence de stock options
- ▶ Absence de retraite chapeau
- ▶ Prise en charge à hauteur de 62,5% des cotisations auprès de la Garantie sociale du chef d'entreprise et du mandataire social (GSC)
- ▶ Bénéficiaire des régimes santé et prévoyance en vigueur au sein de Coface
- ▶ Mise à disposition d'un véhicule de fonction
- ▶ Indemnité de cessation de fonction soumise à condition de performance et plafonnée à deux ans de rémunération (fixe et variable)

¹ Xavier Durand, CEO : Entrée en fonction le 9 février 2016. L'attribution d'actions gratuites de performance dans le cadre du *Long Term Incentive Plan* (LTIP) est subordonnée à l'atteinte des conditions de performance - Voir chapitre 2 du Document de Référence 2016
² Source : Towers 2017. Panel de 35 sociétés du SBF 120 comparables à Coface en termes de chiffre d'affaires, d'effectifs et/ou de périmètre géographique

L'INTÉGRATION DES ENJEUX ESG CONTRIBUE À CRÉER DAVANTAGE DE VALEUR ET À MIEUX GÉRER NOS RISQUES

Conformité



- ▶ **Lutte contre le blanchiment, la corruption et la délinquance financière**
 - renforcement des outils informatiques et des contrôles
 - formation *e-learning* pour les collaborateurs
- ▶ **Sécurité et confidentialité des données**
 - internalisation des activités *IT* afin d'assurer un contrôle sécurisé et la pérennisation des compétences
 - choix des fournisseurs et stockage des données
 - mise en œuvre des procédures, *firewalls*, mots de passe, clauses contractuelles, plan de continuité de l'activité (PCA¹)...
- ▶ **Conflits d'intérêts**
 - création du *Code of Business Ethics*
- ▶ **En 2016, aucun litige n'est apparu en matière d'environnement et aucune indemnité n'a été versée en application d'une décision de justice**

Gestion des risques



- ▶ **Un dispositif de contrôle interne et gestion des risques composé**
 - d'une structure de gouvernance: comités opérationnels de 1^{er} niveau, comités de control de 2^{eme} niveau, 4 fonctions clés (gestion des risques, conformité, audit interne et actuariat), le *Coface Group Risk Committee*...
 - de structures de gestion et de mécanismes de contrôle
- ▶ **Identification de 5 grands types de risques**
 - risques stratégique, risques de crédit, risques financiers, risques opérationnels et de non-conformité, risques de réassurance
- ▶ **Risque lié au changement climatique**
 - initiatives en vue de la réduction des émissions de gaz à effet de serre: politiques de voyages et voitures
 - mise en œuvre d'une politique d'investissement socialement responsable pour le portefeuille
 - mesure l'empreinte carbone du portefeuille



¹ Conformément au PCA, l'ensemble des serveurs dans le monde est hébergé dans 2 centres de traitement des données externes situés en France dans la région parisienne. Les données sont stockées dans un *cloud* privé. En cas de défaillance de l'un de ces deux sites, l'autre prend le relais de manière totalement transparente pour l'ensemble des utilisateurs. La partie « systèmes d'information » du PCA est testée au moins 1 fois par an – Voir paragraphe 1.8.1 et 2.4.2.2.3.4 du Document de Référence 2016

PERSPECTIVES

CHAPITRE 4

NOS OBJECTIFS À MOYEN TERME

Sensibilisation des assurés et prospects aux enjeux ESG

- Au travers d'études sectorielles publiés sur internet

Amélioration de notre politique en matière de diversité

- Particulièrement sur l'intégration des personnes handicapées

Poursuite de notre soutien de projets associatifs via *Coface Trade Aid*

- Refonte globale de notre stratégie

Amélioration du suivi de la notation ESG de notre portefeuille

- Suivi des émissions carbone

Extension annuelle du périmètre de *reporting*

- Intégration d'un nouveau pays tous les ans

ANNEXES

CHAPITRE 5

MÉTHODOLOGIE (1/2)

Trucost fournit les données sur les émissions carbone

- Emissions annuelles des entreprises, exprimées en tonnes équivalent CO₂
- Méthodologie basée sur le *Greenhouse Gas Protocol*
- Regroupant les six gaz à effet de serre définis dans le protocole de Kyoto, dont les émissions sont converties en potentiel de réchauffement global (PRG) en équivalent CO₂

Les gaz à effet de serre pris en compte et dénommés par « GES » incluent :

- le dioxyde de carbone (CO₂)
- l'oxyde nitreux (N₂O)
- les hydrocarbures perfluorés (PFC)
- le méthane (CH₄)
- les hydrofluorocarbones (HFC)
- l'hexafluorure de soufre (CF₆)

Les émissions de gaz à effet de serre sont classifiées par le *Greenhouse Gas Protocol* en 3 → les scopes 1, 2 et 3 :

- **Scope 1** : L'ensemble des émissions directes induites par les ressources possédées ou contrôlées par l'entreprise.
- **Scope 2** : L'ensemble des émissions indirectes induites par l'achat ou la production d'électricité, de vapeur ou de chaleur.
- **Scope 3** : L'ensemble de toutes les autres émissions indirectes, en amont et en aval de la chaîne de valeur. Pour des raisons de robustesse des données, dans ce *reporting* nous faisons le choix de n'utiliser qu'une partie du scope 3 : les émissions amont liées aux fournisseurs de premier rang. Les fournisseurs de premier rang sont ceux avec lesquels l'entreprise a une relation privilégiée et sur lesquels elle peut directement influencer.

MÉTHODOLOGIE (2/2)

Les réserves carbone sont exprimées en émissions carbonées potentielles grâce à la méthode du *Potsdam Institute for Climate Impact Research*

Les réserves des différentes énergies fossiles sont converties en émissions potentielles en tenant compte de la valeur calorifique et de la teneur en carbone des différentes réserves

Emissions carbone par million d'euros investis :

Emissions du portefeuille (tCO₂/M€ investis) = \sum_i^n Emissions de l'entreprise dans le ptf_i (tCO₂)/Encours du portefeuille (M€)

Avec :

Emissions de l'entreprise dans le ptf_i (tCO₂) = Part de participation_i (%) × Emissions de l'entreprise_i (tCO₂)

$$\text{Part de participation}_i(\%) = \frac{\text{Montant investi dans une entreprise (actions ou dette)}_i(\text{M€})}{\text{Valeur d'entreprise (actions+dette)}_i(\text{M€})}$$

Emissions carbone par million d'euros de chiffre d'affaires :

$$\text{Emissions du portefeuille (tCO}_2\text{/M€ de CA)} = \sum_i^n \text{Poids de l'entreprise dans le ptf}_i(\%) \times \frac{\text{Emissions de l'entreprise}_i(\text{tCO}_2)}{\text{Chiffre d'affaires}_i(\text{M€})}$$

Contribution sectorielle et géographique :

$$\text{Part des émissions du secteur}_s/\text{pays}_p(\%) = \frac{\sum_j^m \text{Emissions de l'entreprise dans le ptf}_j^{s/p}(\text{tCO}_2)}{\sum_i^n \text{Emissions de l'entreprise dans le ptf}_i(\text{tCO}_2)}$$

Avec les entreprises de j à m appartenant au secteur s/pays p

Hypothèse implicite : les investissements obligataires sont supposés être renouvelés

Méthodologie équivalente pour les portefeuilles actions et obligataires, évitant le double comptage d'une même entreprise présente à la fois dans la poche crédit et action

INFORMATIONS LÉGALES

AVIS IMPORTANT:

Cette présentation a été préparée exclusivement pour une présentation institutionnelle de la RSE chez Coface au 30 juin 2017.

Cette présentation ne contient que des informations résumées et ne prétend pas être exhaustif. Le Groupe Coface ne prend pas de responsabilité pour l'utilisation de ces matériaux par toute personne.

Les informations contenues dans cette présentation n'ont pas fait l'objet d'une vérification indépendante. Aucune représentation ou garantie, expresse ou implicite, est faite pour, et aucune certitude ne doit être placée sur, l'équité, l'exactitude, l'exhaustivité ou l'exactitude des informations ou opinions contenues dans cette présentation. Ni le Groupe Coface, ni ses filiales ou ses conseillers, ni aucun représentant de ces personnes, doivent avoir aucune responsabilité pour une perte découlant de l'utilisation de cette présentation ou de son contenu.

Les lecteurs sont invités à compléter cette information avec le Document de référence 2016, qui a été enregistré auprès de l'Autorité des Marchés Financiers («AMF») le 12 Avril 2017 sous le numéro R.17-016. Ce document présente une description détaillée du Groupe Coface, son activité, sa stratégie, sa situation financière et les facteurs de risque.

Cette présentation contient certaines déclarations prospectives, à titre indicatif seulement. Les déclarations prospectives concernent des attentes, croyances, projections, les plans futurs et les stratégies, les événements ou tendances prévus et des expressions similaires concernant des sujets qui ne sont pas des faits historiques. Les énoncés prospectifs sont fondés sur les opinions, hypothèses et attentes du rendement futur de Coface Groupe, en tenant compte de toutes les informations actuellement disponibles. Le Groupe Coface ne s'engage d'aucune façon à publier une mise à jour ou une révision de ces prévisions, ni à communiquer de nouvelles informations, événements futurs ou toute autre circonstance.

L'information prospective et les énoncés prévisionnels comportent, par nature, des risques et des incertitudes, identifiés ou non, et peuvent être affectés par de nombreux facteurs susceptibles de donner lieu à un écart significatif entre les résultats réels et ceux indiqués dans cette présentation. Vous êtes invités à vous référer à la section 2.4 « Rapport du président sur le gouvernement d'entreprise, les procédures de contrôle interne et de gestion des risques » ainsi qu'au chapitre 5 « Principaux facteurs de risque, et leur gestion au sein du Groupe » du Document de référence 2016 du Groupe Coface, afin d'obtenir une description de certains facteurs, risques et incertitudes importants, susceptibles d'influer sur les activités du Groupe Coface. Le Groupe Coface ne s'engage d'aucune façon à publier une mise à jour ou une révision de ces prévisions, ni à communiquer de nouvelles informations, événements futurs ou toute autre circonstance.

Des informations complémentaires sont disponibles sur le site internet du Groupe Coface, dans la rubrique « Investisseur » (<http://www.coface.com/fr/Investisseurs>).

Cette présentation ne constitue pas une offre de vente, ni une sollicitation d'une offre d'acheter des titres Coface SA dans aucune juridiction.